



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Seul le prononcé fait foi/Check against delivery

**Discours de Mme Audrey Azoulay,
Directrice générale de l'UNESCO
en ouverture du 210^e Conseil exécutif de l'UNESCO
2 décembre 2020**

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Monsieur le Président de la Conférence générale,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C'est tout d'abord un grand plaisir pour moi de pouvoir vous saluer et tous, et notamment le Président du Conseil exécutif, qui a tant œuvré pour que ce Conseil se tienne malgré le flux et le reflux de cette crise mondiale, qui est venue bouleverser le monde en en aggravant les fractures.

Ces derniers mois sont venus confirmer deux convictions qui, je le crois, sont très largement partagées dans cette assemblée.

La première est que le relèvement de nos sociétés doit avoir pour piliers non seulement les systèmes de santé, mais aussi l'éducation, la culture, les sciences et l'information.

Précisément les domaines du mandat de l'UNESCO.

La seconde est que la coopération internationale doit être en capacité de mieux répondre à ces défis communs, en se fondant sur la solidarité entre les peuples et les Nations, et en étant guidée par des valeurs communes : celles de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Répondre aux défis communs, à la fois dans l'action et dans l'édiction de normes, c'est possible ; et je crois que nous avons commencé à le démontrer collectivement, ici à l'UNESCO, justement au plus fort de cette pandémie.

Ce moment que nous vivons est aussi un moment particulier pour notre Organisation, une année charnière, une année que nous abordons avec d'importants atouts : une confiance renforcée des membres, une stabilité financière affermie, mais aussi une action normative et programmatique qui nous a permis de nous replacer au centre du jeu dans les domaines de notre mandat.

Un mandat qui est né aux lendemains d'une Guerre mondiale et dont nous mesurons l'importance fondamentale, au moment d'une autre crise mondiale.

Mais restent à tracer, ensemble, les perspectives de moyen terme qui capitalisent sur ces orientations, et donnent aux États membres une valeur ajoutée à la hauteur des défis qu'ils affrontent.

L'élaboration, en cours, d'une nouvelle stratégie de moyen terme constitue en cela une opportunité majeure, dans ce moment charnière, pour confirmer et amplifier la transformation stratégique de l'UNESCO que nous avons engagée depuis trois ans, et nous projeter dans l'avenir.

Dans un contexte pourtant difficile, nous avons mis en place le plus large processus de consultation de l'histoire de notre Organisation, auprès des États membres bien sûr, qui y ont répondu massivement, mais aussi des Commissions nationales et de la société civile.

Nous avons également pu compter sur les résultats de l'enquête mondiale lancée par l'UNESCO sur « le monde en 2030 ».

15 000 personnes et organisations y ont participé, dont une majorité de jeunes.

Les conclusions en sont claires.

Une nette majorité d'entre eux place ses espoirs dans l'éducation pour affronter ce qu'ils considèrent comme le plus grand défi mondial, celui du changement climatique et de la perte de biodiversité.

La violence et les conflits, ainsi que les discriminations et les inégalités, se révèlent être les autres préoccupations majeures partagées à travers le monde – et là aussi, l'éducation joue un rôle fondamental.

Quelle que soit leur nationalité, tous les répondants s'accordent à dire que la coopération entre les pays sera essentielle pour relever ces défis mondiaux.

Une autre enquête a été menée auprès du personnel du Secrétariat de l'UNESCO, afin de tirer profit de son expertise et de sa connaissance intime du terrain.

En analysant les près de 1900 réponses reçues, il est intéressant de noter que les défis identifiés par mes collègues, et les actions à mettre en œuvre pour y répondre, coïncident justement avec les résultats de l'enquête mondiale et que l'écrasante majorité considère qu'une approche interdisciplinaire renforcée est indispensable pour répondre efficacement aux défis du monde.

C'est donc en tenant compte de toutes ces contributions, avec l'aide aussi du Groupe de réflexion de haut niveau, qui présentera la synthèse de ses travaux en mars, que nous avons élaboré nos propositions préliminaires de priorités stratégiques, soumises à vos débats.

Cette nouvelle UNESCO, nous avons commencé à la bâtir ensemble depuis trois ans. Elle est déjà là, en puissance, en substance, comme en méthode.

Et c'est ce chemin que je vous propose d'emprunter ensemble, en évoquant tout d'abord et en illustrant les grands axes stratégiques que nous avons proposés à votre réflexion.

Mais ce chemin repose également sur une méthode, sur laquelle je reviendrai pour conclure.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le premier défi auquel l'UNESCO doit répondre, c'est bien entendu celui de l'éducation, dans le contexte inédit de ces derniers mois, dont nous devons tirer les leçons pour l'avenir.

Car avec la Covid-19, le monde a connu, et connaît encore, une véritable catastrophe éducative mondiale.

Aujourd'hui encore, ce sont près de 280 millions d'élèves - soit près de 20% de la population scolaire mondiale – qui restent totalement empêchés de se rendre dans les salles de classe.

Toutes les inégalités ont été exacerbées.

Inégalités devant le numérique, inégalités géographiques, inégalités de genre. Des inégalités qui se superposent et qui s'entretiennent.

Dès lors, l'impact des confinements sur la scolarité n'a pas été le même partout : alors que les écoliers des pays à revenu élevé ont perdu environ 10 semaines de scolarité en moyenne, depuis le début de la pandémie, les écoliers des pays à faible revenu ont quant à eux perdu jusqu'à 17 semaines de scolarité cumulées.

Et vous le savez, les filles risquent, dans certaines régions du monde, d'être particulièrement victimes des suites de la pandémie, puisque 11 millions d'entre elles pourraient ne pas retrouver les bancs de l'école, s'ajoutant aux 130 millions de filles qui déjà aujourd'hui ne sont pas scolarisées.

Pour faire face à cette urgence, à l'initiative de l'UNESCO, en plus des lignes directrices que nous avons produites ou du partage d'expériences internationales que nous avons organisé, la Coalition mondiale pour l'éducation que nous avons lancée s'est mobilisée pour soutenir des réponses concrètes.

Cette Coalition continue d'agir dans près de 70 pays, et nous permet de toucher, directement ou indirectement, 400 millions d'apprenants et 13 millions d'enseignants à travers le monde.

J'ai pu le mesurer moi-même en Afrique Centrale, où je me suis rendue mi-octobre pour la réouverture des écoles.

En République démocratique du Congo, par exemple, nous avons été en mesure de développer et de diffuser des contenus éducatifs à la radio pour plus de 4 millions d'apprenants.

Miser sur une pédagogie différente, ici une pédagogie des ondes, c'est une nécessité pour surmonter les inégalités de connectivité, mais aussi parce que trois quarts des États d'Afrique sub-saharienne prévoient une reprise éducative hybride, entre éducation à distance et éducation en classe.

Dans ce contexte, les enjeux éducatifs devraient être plus largement encore au cœur de notre priorité Afrique dans la prochaine stratégie.

Je voudrais insister sur les partenariats qui ont été noués à l'occasion de cette Coalition, avec des acteurs nous rejoignant dans l'éducation pour la première fois.

Nous avons pu, par exemple, donner la possibilité à 60 000 étudiants et enseignants des Samoa d'accéder gratuitement à des contenus éducatifs en ligne, et ce grâce à un soutien de Vodafone. C'est un exemple parmi d'autres.

Mais nous savons aujourd'hui, Excellences, Mesdames et Messieurs, que la disruption de l'éducation est une plus grande menace pour les enfants que le virus lui-même, et que l'effet de la fermeture prolongée des écoles est désastreux.

C'est pour aider à garder les écoles ouvertes que nous avons publié des guides pratiques pour les décideurs, avec l'Unicef, avec la Banque mondiale et avec le Programme alimentaire mondial, ou bien encore avec l'OMS pour l'ouverture en toute sécurité.

Pour soutenir le retour à l'école, des filles en particulier, nous avons lancé une campagne de sensibilisation.

En deux mois, cette campagne mondiale a permis d'atteindre et de toucher plus de 360 millions de personnes, et c'est à ce jour la plus regardée de l'UNESCO sur nos comptes sociaux Facebook et Instagram.

Remettant le prix UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes en octobre, aux côtés du Professeur Peng Liyuan et avec le soutien du gouvernement de la République populaire de Chine, j'ai appelé, face à cette vulnérabilité particulière à redoubler nos efforts.

Cependant le retour à l'école seul ne suffira pas sans réinvestissement dans l'éducation, pour des systèmes éducatifs plus résilients et inclusifs.

L'insuffisance de financement, déjà flagrante, s'est encore aggravée. Sans mesures d'urgence, il manquera bientôt, chaque année, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, 200 milliards de dollars.

Cela représente près de 40% de la somme qu'il faudrait investir tous les ans pour atteindre l'objectif d'une éducation de qualité pour tous et pour toutes à l'horizon 2030.

Nous avons donc appelé les États à réinvestir dans l'éducation, cet investissement fondamental pour le bien public commun.

C'était l'objet de la réunion mondiale sur l'éducation du 22 octobre, que nous avons co-organisée avec les gouvernements du Ghana, de la Norvège et du Royaume-Uni.

13 chefs d'État et près de 70 ministres y ont soutenu une Déclaration qui rappelle cette nécessité vitale de garantir le financement de l'éducation à un niveau compris entre 4 et 6 % du PIB, d'autant plus en ces temps particuliers.

Reconstruire nos systèmes éducatifs c'est réinvestir - mais c'est aussi les repenser.

Sur ce chemin, notre Organisation a engagé le travail grâce à la conversation mondiale sur les Futurs de l'éducation. D'ores et déjà, plus de 800 000 personnes ont contribué à cette réflexion, une initiative participative inédite et d'une pertinence, je le crois, renforcée par la crise.

**

Señor Presidente,

Excelencias, señoras y señores,

El segundo gran desafío de nuestra época, que es el segundo gran objetivo estratégico que les proponemos, es el relativo a la necesidad imperiosa de que la humanidad encuentre una forma sostenible de interactuar con la naturaleza y lo vivo.

Esta necesidad, para el mundo y nuestras sociedades, es la que Fernando Solanas, Embajador de la Argentina ante la UNESCO, trató de hacer oír.

Lamentablemente falleció el 6 de noviembre pasado, y deseo rendirle un homenaje particular aquí. Hemos perdido un amigo y un eterno entusiasta.

Desde más de 50 años, gracias a su mandato, nuestra Organización ha podido desempeñar un papel único y a menudo pionero en el campo de la protección de la naturaleza.

Mediante nuestra nueva estrategia de acción debemos responder al desafío, movilizándolo el conocimiento, pero también la educación y la cultura, y difundiendo la información, para lograr un cambio decisivo en la relación de la humanidad con su entorno.

Esta zoonosis que constituye probablemente la COVID-19 nos recuerda que la salud humana depende de la salud de la naturaleza. La necesidad de proteger el 30% del planeta es una cuestión clave sobre la que hay un consenso cada vez mayor.

Nuestros dispositivos de protección – reservas de biosfera, geoparques, sitios naturales del Patrimonio Mundial – son herramientas probadas que están a disposición de los Estados Miembros.

Nos congratulamos de la designación de 25 nuevas reservas de biosfera, y del hecho de que 5 nuevos Estados se hayan sumado a esta red pionera, que está inventando soluciones para conciliar la conservación y el uso sostenible de la biodiversidad.

En este sentido, me complace anunciar el acuerdo firmado ayer con Italia para crear una nueva red de expertos internacionales para la preservación de los seres vivos en los sitios protegidos de la UNESCO, por medio de la ciencia y sobre la base de los conocimientos de las comunidades locales y de nuestra experiencia. Quisiera invitar a todos los Estados que lo deseen a unirse a esta importante iniciativa.

En esta labor de conservación de la naturaleza, el océano también constituye un reto, pero también un aliado de gran envergadura.

El proceso preparatorio del Decenio de las Ciencias Oceánicas acaba de terminar la elaboración de un plan de ejecución del Decenio, que hemos logrado con la ayuda de los Estados Miembros, el sector privado y cientos de organizaciones asociadas, y que en los próximos días se someterá a la aprobación de la Asamblea General de las Naciones Unidas.

Se trata de una cuestión crucial para los pequeños Estados insulares en desarrollo, que son un "grupo prioritario" de nuestra acción y, en particular, de nuestra propuesta preliminar de Estrategia a Plazo Medio.

Para prevenir esta crisis de lo vivo que pone en peligro la unidad del mundo y para adaptarse a ella, también son necesarios el patrimonio cultural y los conocimientos tradicionales, que tienen un papel especial que desempeñar.

En este sentido, la UNESCO ha trabajado con el Grupo Intergubernamental de Expertos sobre el Cambio Climático para que en sus recomendaciones se tenga más en cuenta la dimensión cultural.

Fiel a su mandato histórico, la UNESCO puede contribuir igualmente a sentar las nuevas bases de la relación con la naturaleza a través de la educación, en particular la educación sobre la naturaleza, la ciencia, los océanos y los mecanismos de lo vivo.

Es sumamente importante que se escuche nuestro llamamiento para que las cuestiones de la educación ambiental se incluyan en todos los planes de estudios y programas escolares, así como para que se valoren los sistemas de conocimiento de los pueblos indígenas.

Por ello, un año después de realizar ese llamamiento, estamos terminando la elaboración de un informe mundial, que se publicará a principios del año próximo, para ver concretamente cómo se integra la educación ambiental en los planes de estudios de 50 países y también formular recomendaciones a fin de fomentarla.

La cuestión de la formación de los docentes en estas esferas es decisiva y nuestros objetivos al respecto son ambiciosos.

Con objeto de promover la realización de los objetivos de la educación para el desarrollo sostenible, intensificamos también toda nuestra labor entorno a la meta 7 del ODS 4.

Debemos anclar en el centro de la sociedad la educación sobre la naturaleza. Precisamente ese uno de los objetivos de la labor de la Escuela Regional de Posgrado de Ordenación y Gestión Integradas de los Bosques y Territorios Tropicales, que visité durante la misión que efectué en la República Democrática del Congo.

La excelencia de esa Escuela tanto en su labor de investigación como en la educación superior que imparte muestra lo mucho que tenemos que aprender de África.

De hecho, se debe permitir que este gran continente del conocimiento desempeñe el papel que le corresponde en el conocimiento mundial, y nuestra prioridad "África" también debe orientarse en ese sentido.

Para promover los conocimientos a escala mundial, hay que apostar por la educación científica y procurar difundirlos lo más ampliamente posible en todas las regiones del mundo.

Ese es uno de los objetivos de nuestra propuesta de recomendación sobre la ciencia abierta.

La decisión de comprometerse con la apertura de los datos y la cooperación científica supone un gran paso hacia una relación diferente con el mundo.

Es algo que a todos nos ha parecido obvio con la COVID-19 para compartir la cartografía del virus y conseguir una vacuna que pronto será realidad.

Por esta razón, el 27 de octubre pasado realizamos un llamamiento mundial en pro de la ciencia abierta, junto con el Director General de la Organización Mundial de la Salud y la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos.

Se trata no sólo de facilitar el libre acceso al conocimiento científico y la transparencia de los procesos científicos, sino también de desarrollar una cultura

científica más ampliamente compartida, de modo que la ciencia se adapte a las necesidades de la sociedad.

También se trata de favorecer una mejor circulación de todas las ciencias entre las diferentes partes del mundo.

Ahora debemos estar a la altura de nuestra ambición y de las expectativas mundiales y lograr colectivamente una recomendación sobre la ciencia abierta que la Conferencia General pueda aprobar en su próxima reunión.

Necesitamos más ciencia y la ciencia necesita más mujeres. Por ello, en consonancia con nuestra prioridad transversal, debemos seguir el trabajo que hacemos para que cada vez más mujeres elijan carreras científicas.

**

Mr Chairman,

Excellencies, ladies and gentlemen,

The third challenge we face in our time is ensuring that the societies we live in are peaceful and fair.

This goal builds on transversality and the combined forces of education, the sciences, culture and information.

We should work, of course, to prevent crises, but also to respond to them and repair harm.

This is what we did in Mali; it is what we are doing in Mosul and Beirut.

In these two cities, UNESCO's value is its ability to focus on the human dimension of reconstruction.

In Mosul, I am glad that we have made significant progress, despite the complications caused by the pandemic.

At Al-Nouri mosque and Al-Hadba minaret, the first phase of restoration work is now complete.

We successfully launched an international competition to rebuild the mosque, respecting its original location and features, on 16 November.

We have begun work in surrounding neighbourhoods, in particular at the churches of Al-Saa'a and Al-Tahera.

In addition to this physical rebuilding, we are continuing to strengthen the city's educational and cultural fabric.

This crosscutting method is also at the heart of the appeal we have launched in Beirut, for Beirut.

After the tragic events of 4 August, I visited the Lebanese capital, to view the scale of the damage with my own eyes.

We've launched, as you know, the initiative 'Li Beirut' – for Beirut, in Arabic – echoing the song by the great artist Fairuz.

Since then, UNESCO has begun rehabilitation work in 27 public schools, and funds have been raised for dozens more with, in particular, the support of Qatar.

However, much remains to be done.

In the cultural field also, these wounds have left deep scars. More than 600 historical buildings were damaged. The city's vibrant cultural life has been silenced.

We are standing alongside the Lebanese people, authorities and creators as they respond to the emergency, especially in material terms, and prepare for the future.

I'd like to thank you, once again, for the support you have shown – and continue to show – for this initiative.

The COVID-19 crisis has also put pressure on societies facing uncertainty and anxiety. Racism and discrimination are on the rise.

In response, we are drawing on the social and human sciences, which help us better understand today and anticipate tomorrow.

We have established a research programme to document these problems and understand their triggers.

We have launched a series of regional consultations to develop tangible recommendations.

This work will drive UNESCO's future actions.

It will also contribute to wider reflections as part of celebrations for the 20th anniversary of the Durban Conference against Racism in 2021.

In parallel, we have launched awareness-raising activities targeting the widest possible audience – for example, through the campaign 'United against Racism'.

And as always, education is our strongest weapon – particularly through our global citizenship education programmes.

That's why, on 24 November, UNESCO and the Office for Democratic Institutions and Human Rights jointly launched training curricula to prevent antisemitism at school.

To make these more effective, we are preparing a series of online classes and courses for educators, which will be rolled out thanks to the University of Southern California in particular.

But if schools are to convey this message of peace, they themselves must be protected from violence.

Education is under attack around the world – most recently in Afghanistan, in Burkina Faso, in Cameroon, in France, and in Pakistan.

Between 2015 and 2019, 22,000 pupils, students and teachers were attacked in at least 93 countries.

Ensuring the safety of pupils and teachers is essential if schools are to play their fundamental role.

When it comes to thinking about the future, youth are our best resource. Young people are full of imagination and ideas. They are the largest generation and they are also the most educated in history.

This is why we have launched two projects to collate their experiences, on social media and through our network of university Chairs, as part of the 'Youth As Researchers' programme.

The health crisis has reminded us that, in an increasingly complex, uncertain and unstable world, our ability to adapt depends on our ability to anticipate and look ahead to the future.

This is what 'futures literacy' is all about. Next week, we are organizing an important conference to ensure that the potential of this forward-looking approach benefits the widest possible audience.

The pandemic has also highlighted the importance of being able to access reliable, high-quality information.

During this crisis, UNESCO has worked to support the right of each and every citizen to access reliable health information, through targeted campaigns and training – for example, through an online course completed by over 9,000 journalists in more than 160 countries.

This crucial issue was also the theme of Global Media and Information Literacy Week in October, organized in cooperation with the Republic of Korea.

Before high-quality information can be accessed, it must be produced, analysed and put into context. That's why UNESCO is fully committed to defending media independence and protecting journalists, so they can report freely and safely.

Because they help us distinguish between truth and falsehood, and play a fundamental role in our societies.

Our *Report on the Safety of Journalists and the Danger of Impunity*, officially released last week, shows that the number of journalists murdered continues to drop.

But it also highlights a concerning trend today: the fact that the majority of journalist killings take place in countries not experiencing armed conflict.

In response, we have strengthened our actions to ensure that journalists are protected by the law.

Our report will inform discussions at the next World Press Freedom Conference, to be held shortly at the invitation of the Netherlands, which I would like to thank.

Building fair and peaceful societies also means defending the diversity of cultural and linguistic expressions.

Yet culture is experiencing an unprecedented crisis. This has major implications not only in the economic field, but also for social cohesion.

That's why we must help cultural actors rise above the crisis – a crisis that hit them hard and early on, with lasting repercussions.

90% of the world's museums closed temporarily due to COVID-19. 10% may never reopen.

Some institutions are now selling their collections to avoid financial failure.

Artists and creators are the most affected, with royalties likely to decline by 30%. Many other cultural professionals whose jobs are precarious by nature, now have no source of income.

It's a major crisis. To measure its impact, we have organized a series of ResiliArt debates in more than 70 countries on all continents.

The conclusions reached in these debates are now accessible to all, thanks to the report *Culture in Crisis*, which we published on 15 October.

Not only does it present measures implemented worldwide to address the crisis in the cultural sector, it also identifies collective actions to minimize structural and long-term impacts. Because there will be no recovery without culture.

This is the message I sent, in UNESCO's name, to the G20 Culture Ministers meeting, the first of its kind, for which I would like to thank the Kingdom of Saudi Arabia.

This was also the affirmation made by the 130 culture ministers who gathered here in April. In addition to reiterating the essential role played by culture in finding solutions to the crisis, they called for a broad coalition to support the cultural ecosystem.

This is all the more necessary when we consider that culture cannot be reduced to an economic sector: it is so much more than that.

Heritage, for instance, has the unique power to create meaning and build ties – to hold societies together, when they are at risk of fragmentation.

In times of uncertainty and crisis like those we are living in, when 65% of World Heritage sites remain closed to the public, we need the power of heritage, more than ever.

This is the letter and the spirit of the cultural conventions of which we are the custodians: to unite humanity, in all its diversity, without fostering division or sowing discord.

That's why the 1972 Convention insists on the worldwide and universal nature of heritage.

As we look ahead to the fiftieth anniversary of this Convention in 2022, we must take stock of the irreversible impact of threats to our shared heritage, and build on the reflections of all to improve the Convention's effectiveness.

The spirit of these Conventions is also based on international solidarity.

This means solidarity in situations of emergency, and the Heritage Emergency Fund has once again proved its worth in Yemen, which suffered extensive damage due to terrible flooding in August 2020.

But it also means solidarity on a daily basis, between our Member States, to fight the illegal dispossession of cultural property.

The fiftieth anniversary of the 1970 Convention, which we are celebrating in 2020 and 2021, is an opportunity to reinforce these efforts.

In this field, we need more international cooperation, as affirmed by the participants at the major conference held from 16 to 18 November, with support from Germany in partnership with the European Commission and the Council of Europe.

A number of tangible avenues for cooperation are being put forward. Once regional consultations have been completed, UNESCO will hold an international conference for experts in the fight against illicit trafficking, government representatives, and art market actors, in the second half of 2021.

Lastly, building on the 1954 Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict, we have, as you know, offered our technical support and expertise to parties in the Nagorno-Karabakh conflict. Following the ceasefire agreement of 9 November, we must take action to protect the diversity and historic significance of the region's cultural heritage.

The fourth challenge facing our time, to which UNESCO has a duty to respond, is ensuring that the scientific revolution serves the common good.

We are experiencing one of humanity's greatest technological disruptions, the consequences of which are already clear in our daily lives.

The pandemic has reminded us of this technology's usefulness, in monitoring, for instance, the spread of the disease and better understanding how the virus works.

But its scope is likely to expand further, to the point that it will test the boundaries of humanity itself.

In the face of these questions, you responded by mandating UNESCO to lead the drafting of a Recommendation on the Ethics of Artificial Intelligence.

Following the work of our Ad Hoc Expert Group, which I would again like to thank, we sent Member States a first draft of this recommendation in September. It includes contributions from consultations carried out among young people, the private sector and other UN agencies.

Thanks to this groundwork, we became the UN's agency of reference for artificial intelligence, in the framework of the Secretary-General's Roadmap on Digital Cooperation.

This draft, on an issue that will be decisive for all, is now in your hands, the hand of our Member States, with a view to its adoption in 2021.

**

Mesdames et Messieurs,

Ce sont les grands axes substantiels de l'action de cette UNESCO revivifiée que je souhaitais vous présenter.

Mais au-delà du fond, la méthode est aussi, je crois, un élément crucial de notre valeur ajoutée collective.

Cette méthode, ce pacte de confiance, nous l'avons construite ensemble depuis trois ans.

Elle est fondée sur trois lignes :

La première, préalable, est une volonté partagée de réduire les tensions politiques.

Et mon choix, à mon arrivée, a été de proposer les bons offices du Secrétariat, si les États membres le souhaitaient, pour aider à trouver des solutions consensuelles.

La deuxième ligne de cette méthode de confiance est la détermination à co-construire des initiatives majeures fondées l'universalité de notre mandat, avec les États membres qui le souhaitent.

Cela s'applique dans l'ensemble de notre action.

Tout d'abord en contexte de crise. Nous l'avons vu à Mossoul, avec le soutien des Émirats Arabes Unis, à Beyrouth, ou bien au Yémen, avec un grand projet axé sur la protection du patrimoine culturel par et pour les jeunes, mené grâce au soutien de l'Union européenne.

Cette méthode, elle s'applique aussi dans le champ de notre action normative.

Je pense naturellement aux Recommandations si essentielles que nous préparons, sur la Science ouverte et l'éthique de l'intelligence artificielle : elles sont nées parfois de l'engagement d'États membres, et elles ont ensuite été portées collectivement.

Cette méthode de co-construction, nous l'appliquons enfin dans la mise en œuvre opérationnelle de nos programmes.

C'est particulièrement le cas en Afrique : nous discutons d'ailleurs constamment et étroitement avec les États membres du Groupe Afrique pour voir comment renforcer encore nos actions concrètes sur le terrain, dans la perspective de la préparation de la prochaine Stratégie de moyen terme.

Et c'est ce même dialogue que nous menons avec les États particulièrement engagés pour la priorité consacrée à l'égalité des genres.

Cette méthode est une méthode exigeante. Mais elle contient, je crois, un certain nombre de réponses aux interrogations que l'on peut avoir sur le multilatéralisme aujourd'hui.

La troisième ligne que je voudrais citer, sur la méthode, c'est une transparence et une rigueur accrues dans la gestion de l'Organisation, avec aussi l'assainissement de sa situation financière.

La rigueur, la redevabilité dans la gestion, ce fut l'objet des deux premiers piliers de notre transformation stratégique.

La crise de la COVID-19 nous a d'ailleurs montré à quel point nous avons besoin de cette réforme pour répondre à ses défis.

Mais aussi l'assainissement de la situation financière, fondé sur un cercle vertueux, de confiance retrouvée des États membres.

Je suis heureuse de constater qu'en cette année délicate pour tous les États membres, d'un point de vue budgétaire et fiscal, nous ayons d'ores et déjà atteint 88% de taux de recouvrement, soit le même niveau que l'année passée.

Je vous en suis reconnaissante car cela permet à l'Organisation de continuer à travailler sereinement, et nous a donné les moyens de nous adapter à la situation inédite de la Covid19.

La confiance se traduit aussi par une nette augmentation des contributions volontaires.

Vous vous en rappelez, elles avaient augmenté, vous le savez, de plus de 50% en 2018-2019, par rapport au biennium précédent.

Et en 2020, alors que l'on aurait pu penser que la tendance s'inverserait, elle se maintient et prouve sa solidité, reflétant notamment votre soutien aux initiatives prises pendant la crise de la Covid, depuis le début de cette année 2020. Je vous en remercie également chaleureusement.

Excellences,

Mesdames et messieurs,

Alors qu'en ce 75^e anniversaire des Nations unies, l'histoire nous donne à nouveau rendez-vous, nous devons renouer avec l'engagement humaniste et ambitieux de nos fondateurs. Et, comme eux, voir loin au milieu des turbulences qui pourraient nous empêcher, mais qui, au contraire, nous obligent.

C'est tout l'enjeu de la nouvelle stratégie que nous vous proposons, fondée sur les acquis des dernières années, fondée sur les réussites de ces dernières années, et avec toute la résolution nécessaire pour forger l'avenir.

Je voudrais exprimer ma gratitude à l'ensemble des États membres, qui m'ont donné la chance extraordinaire de mener ce travail à vos côtés, aux côtés de mes collègues du Secrétariat, dont l'implication, l'engagement, le professionnalisme, et je dois dire la résilience extraordinaire durant cette crise, font l'UNESCO.

Je sais aussi que ce travail est loin d'être terminé, et veux vous dire mon intention, si vous le souhaitez et si vous me faites l'immense honneur de me renouveler votre confiance l'an prochain, pour un second mandat, de poursuivre l'écriture de cette histoire partagée.

Nous pourrions nous appuyer sur les réformes déjà mises en œuvre, sur le bilan de l'UNESCO pendant cette crise de la COVID, et sur les perspectives stratégiques que nous traçons en ce moment.

Je vous propose d'emprunter ce chemin à vos côtés, en gardant à l'esprit ces mots de la Professeure ivoirienne N'Dri Thérèse Assié-Lumumba, qui s'exprimait lors de notre Forum UNESCO consacrée aux voix des femmes dans la pandémie :

« Si nous avons la volonté, la clarté d'esprit de croire qu'un autre monde est possible, qui puisse être meilleur, alors nous avons la capacité de le créer. Et peut-être que ce petit virus est en train de nous aider à penser à un nouveau tournant. ».

Je vous remercie Monsieur le Président.